



ACCORDS TRANSNATIONAUX D'ENTREPRISES

« Dialogue, droits, anticipation des restructurations, acteurs : une nouvelle perspective »

13 et 14 novembre 2008

Centre de Congrès de Lyon - France

Présentations des intervenants (par ordre alphabétique)

Elodie BETHOUX

Docteure en sociologie et maître de conférence à l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, Elodie Béthoux est membre de l'IDHE (« Institutions et Dynamiques Historiques de l'Economie »), une unité de recherche en histoire, économie et sociologie qui associe quatre pôles universitaires et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Ses travaux de recherches portent sur les relations professionnelles en Europe, et notamment sur les comités d'entreprise européens, la place du dialogue social dans les restructurations industrielles et la responsabilité sociale des entreprises. Elle a collaboré à plusieurs projets de recherche, tant au niveau national sur les accords de méthode en matière de restructurations (2007-2008) ou sur les restructurations industrielles entre politiques, droit et relations professionnelles (2004-2007), qu'au niveau européen, dans le cadre du projet EUROCAP « Social Dialogue, Employment and Territories. Towards a European Politics of Capabilities » (2002-2005). Récemment, elle a contribué à l'ouvrage collectif dirigé par Annette Jobert, *Les nouveaux cadres du dialogue social. Europe et territoires*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2008.

Mark CARLEY

Mark Carley est le rédacteur de l'« European Employment Review », et ex-rédacteur à l'Observatoire européen des relations industrielles et au Bulletin des Comités d'entreprises européens.

Membre associé de l'Unité de recherche en relations industrielles de l'Université de Warwick, il a fait des recherches et beaucoup écrit sur les relations industrielles transnationales dans les entreprises multinationales, dont un rapport (avec Mark Hall) pour la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail sur le rôle des comités d'entreprises européens dans le traitement des restructurations d'entreprise (« European Works Councils and transnational restructuring », Eurofound, 2006).



Avec le soutien de l'Union européenne

Bernard CARON

Bernard Caron est Directeur Relations Sociales du Groupe EDF depuis mi 2005. Auparavant, il a occupé pendant 20 ans l'ensemble des fonctions du métier de distributeur d'électricité, dont la direction d'un centre de profit régional de 200 000 clients dans l'est de la France. Entre 2000 et 2005, Bernard Caron a exercé des responsabilités de direction des ressources humaines, pour la division de la production nucléaire, puis pour l'ensemble d'EDF France.

Walter CERFEDA

D'origine italienne, Walter Cerfeda est né en 1947 et diplômé de l'enseignement supérieur.

1970 : Commence à travailler à Viscosuisse à Lucerne - Suisse

1971 : Délégué du personnel

1972 : Secrétaire cantonal pour la USS dans le Canton de Lucerne

1973 -1975 : Responsable du Bureau Libre Circulation des travailleurs dans le département international de la CGIL

1975 -1978 : Secrétaire Général de la Chambre du Travail de Matera et Secrétaire Adjoint de la CGIL de la région Basilicata

1978 -1980 : Directeur Adjoint du Centre National de Formation Syndicale CGIL

1980 -1985 : Secrétaire Général Adjoint de la CGIL de la région Piémont

1985 -1988 : Secrétaire national de la FIOM (Fédération des travailleurs métallurgiques et mécaniques)

1988 -1991 : Secrétaire Général Adjoint de la FIOM

1991 -1993 : Responsable des politiques de la négociation de la CGIL

1993 - 2001 : Secrétaire national de la CGIL - responsable de l'industrie, des réseaux et des infrastructures, de l'agriculture, des négociations, de la démocratie économique et de la politique tarifaire

2001 -2003 : Responsable du Secrétariat européen de la CGIL

La littérature et le sport constituent ses intérêts. Son amour pour la littérature n'est pas seulement passif. Il a écrit quatre livres dont un a reçu un prix littéraire. Il est un fervent supporter de l'Inter de Milan et est un cycliste amateur actif. Il a été élu Secrétaire confédéral de la Confédération européenne des syndicats lors du Congrès de Prague en mai 2003 et réélu à Séville en 2007.

(Source : site de la Confédération européenne des syndicats)

Javier CHERCOLES

Parcours universitaire

Diplômé en Sciences économiques et commerciales (Université Complutense de Madrid)

Diplômé en Droit

Professeur au sein du Département de comptabilité des Universités Complutense et Rey Juan Carlos I (1994-2001)

Professeur à l'ESADE.- Département RSE.

Rapports universitaires à *Harvard University* et *Georgetown University* (Etats-Unis d'Amérique), Université Andrés Bello (Caracas, Venezuela) et Antonio Ruiz de Montoya (Lima, Pérou)



Avec le soutien de l'Union européenne

Thèse de Doctorat en cours « Programas de Creación de Capital Social y Redes Humanas »
(*Programmes de création de capital social et réseaux humains*) à l'ESADE (Barcelone, Espagne)

Parcours professionnel

2000 à aujourd'hui Directeur du Département RSE à Inditex
1998-2000 Directeur chez PricewaterhouseCoopers
Détaché auprès de *Coopers & Lybrand* et *PwC* à Londres et New-York

Forums

Premier Président de la plate-forme du Pacte mondial (*Global Compact*) en Espagne (ASEPAM)
Membre du Comité de direction d'ASEPAM jusqu'en 2006
Membre du Comité de direction de *Business Social Compliance Initiative* jusqu'en 2007
Membre du Conseil d'administration de l'Initiative pour un commerce éthique (*Ethical Trading Initiative*) (ETI) (Londres, Royaume-Uni)
Collaborateur de la plate-forme RSE de l'Assemblée des Députés
Membre de l'équipe internationale de *la International Textil Garments and Leather Workers Federation (ITGLWF)*
Membre de la Commission d'experts de la Fondation Empresa y Sociedad (Madrid, Espagne)
Membre de la Commission de Responsabilité Sociale des Entreprises d'AECA.

Jean-Denis COMBEXELLE

Directeur Général du travail
Conseiller d'Etat

Né le 26 novembre 1953 à Nancy

Depuis Août 2006 : Directeur Général du Travail

- Janvier 2001-Août 2006 : Directeur des Relations du Travail
- Octobre 1999-Janvier 2001 : Directeur adjoint des affaires civiles et du Sceau au ministère de la Justice
- 1999-2000 : Rapporteur général de la Commission pour les simplifications administratives au Secrétariat Général du Gouvernement
- 1995-1999 : Commissaire du gouvernement devant les formations contentieuses du Conseil d'Etat
- 1994 : Maître des requêtes au Conseil d'Etat
- 1993-1994 : Conseiller au tribunal administratif de Paris
- 1989-1993 : Référendaire auprès du juge Grevisse à la Cour de justice des Communautés européennes
- 1982-1989 : Conseiller au tribunal administratif de Lyon
- 1978-1982 : Attaché d'administration centrale au ministère de l'industrie

Isabelle DAUGAREILH

Docteure en droit privé et directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Isabelle Daugareilh est membre du Centre de droit Comparé du Travail et de la Sécurité Sociale (Comptrasec) de l'Université de Montesquieu-Bordeaux IV où elle enseigne également le droit social et le droit social international. Ses domaines de recherche concernent les étrangers,



Avec le soutien de l'Union européenne

la dimension sociale de la mondialisation de l'économie (organisations syndicales internationales, secrétariats professionnels et confédérations), le temps de travail (entreprises, organisations syndicales) et les artistes. Coordinatrice scientifique du projet de recherche européen ESTER sur la responsabilité sociale des entreprises transnationales européennes, elle a été experte auprès des Nations Unies pour la 26^e session du Comité des droits économiques et sociaux.

Jean DE MUNCK

Jean De Munck est professeur à la Faculté des Sciences politiques, économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain (Communauté française de Belgique). Philosophe et sociologue, il s'intéresse à la sociologie d'institutions de la norme. Parmi ses ouvrages, on peut retenir : « Les mutations du rapport à la norme », avec M. Verhoeven en 1997 et « Pour une politique des sciences de l'Homme et de la société », avec A. Supiot, M. Godelier, F. Héritier en 2001 (rapport du Conseil du développement des sciences humaines et sociales de France). Il a également été, avec Alain Supiot, le rédacteur du rapport « Au-delà de l'emploi » en 1999. Parmi ses articles, on trouve de nombreux écrits sur le droit (« Avons-nous encore besoin d'un tiers? », 2005 ; « Vers un nouveau paradigme du droit », 2006 ; « Prendre au sérieux les négociations », 2004). Il vient de publier avec Benedicte Zimmermann "la liberté au prisme des capacités. Amartya Sen au-delà du libéralisme" en 2007.

Gilles DE ROBIEN

Gilles de Robien est délégué du gouvernement français au conseil d'administration du Bureau International du Travail et Ambassadeur chargé de la promotion de la cohésion sociale. Auparavant, il a été notamment Ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (2002-2005) et Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2005-2007).

Steve EVISON (*à confirmer*)

Steve Evison est le directeur des Ressources humaines de Ford Europe.

Stéphane GANNAC

Stéphane Gannac est responsable des Relations sociales au sein du groupe Dexia.

Emmanuel JAHAN

Emmanuel Jahan est ingénieur électronicien de formation (diplômé en 1977). En 1978, il intègre Thomson CSF Simulateurs de vol puis Jaeger Aéronautique en 1981. En 1983, il devient chef de département à la Direction de la Maintenance à Orly chez Air Inter et, à partir de 1996, chef de département Cabine court-courrier à Orly chez Air France. Entre 1997 et 2005, il est Secrétaire Général de la fédération du Transport aérien, une confédération syndicale et Secrétaire Général d'une organisation représentative de salariés du groupe Air France. Entre 2002 et 2007, il est également président d'audience au Conseil des Prud'hommes de Bobigny en section



Avec le soutien de l'Union européenne

Encadrement. Depuis 2005, il est le Représentant permanent d’Air France-KLM à Bruxelles pour les Affaires Sociales auprès des Institutions et organisations européennes.

Emmanuel Jahan est le représentant du CEEP Europe pour les questions relevant des entreprises et du droit social européen, expert auprès de groupes de travail institutionnels sur les accords sociaux transnationaux, le droit social européen, la prospective Ressources Humaines en Europe, la flexicurité, les restructurations, le détachement des travailleurs, les Comités d’Entreprise Européens et la Responsabilité Sociale des Entreprises.

Dwight JUSTICE

Dwight Justice est responsable du Département “Entreprise multinationale” à la Confédération syndicale internationale.

Per KARLBERG

Per Karlberg est secrétaire général adjoint de l’Union syndicale du secteur de la Finance de la Norvège et responsable du département “Politique générale”.

Holger KIMMES *(à confirmer)*

Holger Kimmes est membre du Conseil d’administration d’Adam Opel GmbH depuis novembre 2007. Il est responsable de la Gestion du personnel et des affaires sociales.

Né à Wiesbaden en 1958, M. Kimmes a suivi des études de droit à l’Université Johannes Gutenberg à Mayence, en Allemagne, et a travaillé en tant qu’avocat au sein d’un cabinet à Wiesbaden. Spécialiste du droit du travail, il a rejoint Opel en 1988 et en sa qualité de Directeur des RH, a participé à la mise en place de l’usine Opel à Eisenach tout de suite après la réunification de l’Allemagne. En 1992, il est retourné à Rüsselsheim en tant que Directeur des relations sociales, où il a travaillé sur des projets tels que les contrats d’optimisation de la compétitivité.

En 1998, il a été muté à Zurich pour le poste de Directeur des relations industrielles chez General Motors Europe. Entre 2003 et octobre 2007, il a occupé les fonctions de Directeur administratif des relations sociales chez GME, et a joué un rôle majeur dans la réussite du processus de redressement de l’entreprise.

Holger Kimmes est marié et a deux enfants. Outre son travail et sa famille, il adore voyager et explorer les villes européennes.

(Source : site Adam Opel GmbH – General Motors)

Sylvaine LAULOM

Sylvaine Laulom est maître de conférences à l’Université Jean Monnet de Saint-Etienne où elle enseigne le droit du travail, le droit social communautaire, le droit comparé et le droit du travail britannique. Elle est titulaire d’un doctorat en droit, obtenu sous le double sceau de l’université de Paris X-Nanterre et de l’Institut universitaire européen de Florence sur « L’harmonisation en droit social communautaire : les enseignements de l’intégration en France et au Royaume-Uni des directives 75/129 et 77/187 ». Elle est membre du Centre de recherches critiques sur le droit (CERCRID) de l’Université de Saint-Etienne et a participé à plusieurs rapports pour la



Avec le soutien de l’Union européenne

Commission européenne (« Studies on the implementation of Labour Law Directives in the enlarged European Union », sous la direction de Piet Leunis - Rapport sur la transposition française des directives relatives au transfert d'entreprise et à l'insolvabilité des entreprises, 2006 ; « Transnational collective bargaining : past, present and future », sous la direction du professeur Edoardo Ales (Université de Cassino, Italie), 2006 ; « Impact et perspectives des normes sociales européennes », sous la direction de Marie-Cécile Escande Varniol (Centre de recherche en droit social, Université de Lyon II).

Evelyne LEONARD

Docteure en sciences du travail, Evelyne Léonard est professeure et chercheuse à l'Institut d'Administration et de Gestion (IAG) et à l'Institut des Sciences du Travail (IST) de l'Université catholique de Louvain (Belgique) où elle enseigne la gestion des ressources humaines et les relations professionnelles. Elle a fait partie, comme correspondante pour la Belgique ou comme étant en charge d'études comparatives, de plusieurs équipes de recherche internationales travaillant pour la Commission européenne ou la Fondation de Dublin (recherche comparative sur le dialogue social et l'emploi dans les Etats membres et au niveau européen (1998-2002); sur le travail temporaire en Belgique (1999-2000); sur l'évolution du dialogue social européen (2000-2008)).

Simon MARSH

Simon Marsh est Directeur de l'emploi et de la communication de l'Association des industries chimiques.

Il est notamment responsable :

- de la représentation des entreprises du secteur de la chimie concernant les problèmes d'emploi auprès des législateurs, des décideurs et des organismes de réglementation au Royaume-Uni et en Europe.
- du conseil auprès des sociétés du secteur de la chimie sur les sujets relatifs à l'emploi.
- de la gestion des relations de consultation dans l'ensemble du secteur avec les syndicats, et de la coprésidence relative à la procédure de résolution des litiges du secteur de la chimie.

Simon est actuellement Président du Groupe des employeurs européens du secteur de la chimie qui représente les associations du secteur et leurs membres dans le dialogue social sectoriel de la Commission européenne.

Simon est responsable des stratégies politiques et média, des affaires écossaises et régionales et de la communication avec les acteurs du secteur de la Chimie.

Il est membre du Conseil consultatif de l'Association en faveur de la participation (*Involvement and Participation Association*). Il est également conseiller pour le grand projet d'emploi de l'Union européenne – Ressources, droits et capacités ; à la recherche d'un nouveau fondement social pour l'Europe.

Simon est chargé de cours associé à l'Université de Westminster où il enseigne les relations avec les employés à des étudiants de troisième cycle et le comportement organisationnel aux étudiants de premier et second cycle.

Il a travaillé en tant qu'assistant téléphonique volontaire auprès de l'organisation pour la santé mentale, SANE.



Avec le soutien de l'Union européenne

Marie-Ange MOREAU

Professeure agrégée de droit privé, Marie-Ange Moreau enseigne depuis 2003 à l'Institut universitaire européen de Florence où elle est titulaire de la chaire de droit social. Membre du Centre de recherches internationales universitaires sur la mondialisation et le travail (CRIMT) à Montréal et du Centre d'études et de recherches internationales et communautaires (CERIC) de l'Université d'Aix-Marseille III, ses travaux de recherche portent sur les rapports entre politiques sociales et globalisation, entre droit du travail et globalisation, sur le développement des normes transnationales, sur la construction sociale européenne, les droits sociaux fondamentaux, les nouvelles règles de gouvernance, la dimension sociale des restructurations d'entreprises en Europe et leur lien avec les politiques européennes de marché. Entre 2005 et 2008, elle a été la coordinatrice scientifique du projet de recherche européen « AgirE » qui visait à identifier des pratiques innovantes en matière d'anticipation des restructurations et dont le rapport final a été remis au mois de mai 2008 à la Commission européenne. Elle est l'auteur de publications régulières dans les revues « Droit social », « Revue de jurisprudence sociale », « Journal de droit international », « Revue internationale de droit économique » et « Relations Industrielles » et de plusieurs ouvrages dont *Normes sociales, droit du travail et mondialisation*, paru en 2006.

Muriel MORIN

Après avoir obtenu un Master en Droit des affaires, et suite à son premier emploi chez Schlumberger, Muriel Morin a rejoint le Groupe Chargeurs en 1983 en tant qu'Assistante du Directeur du personnel. Au sein du Groupe Suez, elle a occupé les fonctions de Directrice des relations sociales pour la Lyonnaise des Eaux et les filiales Eau à partir d'avril 1990, puis pour Suez de 1997 à 2008.

Aujourd'hui, elle est Directrice générale du Service ressources humaines du Groupe GDF Suez et Présidente de l'OSI (Observatoire Social International).

Ulrich MÜCKENBERGER

Ulrich Mückenberger est professeur de droit social, de droit du travail et de droit européen à la Faculté des sciences économiques et des sciences sociales de l'Université de Hambourg et directeur de recherche au Centre d'études internationales (CIS Hamburg). Il s'intéresse aux relations professionnelles européennes, au droit du travail et à la politique sociale et dirige des projets de recherche sur la politique du temps dans le cadre du « Time-Lab » (Time Policy Research Center). Ulrich Mückenberger est docteur en droit et a suivi des études de sciences politiques et de droit à la Freie Universität Berlin et à la Philips-Universität Marburg. Il a effectué plusieurs séjours de recherche en tant que professeur invité à l'université de l'Illinois à Chicago, à l'université d'Antalya en Turquie, à l'université normale de Chine de l'Est à Shanghai, à l'Institut universitaire européen de Florence, aux universités de Nantes, Brême et Bari.

Danielle NGUYEN

Danielle NGUYEN est entrée dans la fonction ressources humaines en 1986, d'abord, comme chargée de recrutement au sein d'une filiale d'un constructeur de matériel informatique et bureautique de 1986 à 1990. Ensuite, en 1990, elle a rejoint une société de 500 personnes dans les automatismes programmables (APRIL, filiale de MERLIN GERIN et RENAULT AUTOMATION), d'abord en tant que Responsable du recrutement, puis comme Chef du



Avec le soutien de l'Union européenne

Personnel. En 1993, lors de l'acquisition d'APRIL par TELEMECANIQUE, elle a piloté le plan de restructuration de cette PME. En 1994, elle a rejoint la région parisienne pour prendre la fonction de Chargée de Mission au sein de la Direction des Ressources Humaines Groupe de SCHNEIDER. C'est l'année de la fusion de MERLIN GERIN-TELEMECANIQUE qui aboutit à la création de l'entité SCHNEIDER ELECTRIC SA. En 2000, elle est nommée « Responsable des Relations Sociales Groupe et de la communication RH au sein de la DRH groupe de Schneider Electric ».

Elle est Directeur des Relations Sociales Groupe au sein de la Direction Générale Ressources Humaines et actuellement Directeur des Relations sociales Europe, rattachée à la Division Europe. Elle a été désignée en 2007 « Correspondante Informatique et liberté » pour Schneider Electric auprès de la CNIL .

Parmi ses réalisations :

- La négociation et la mise en place du nouveau Comité Européen Schneider Electric (1998)
- La mise en place d'un intranet Ressources Humaines au niveau groupe. Ce projet a remporté le prix de « l'intranet d'or » en 1999, dans le cadre d'un concours organisé par le Journal ENTREPRISES ET CARRIERES et la CEGOS.
- L'organisation et accompagnement des Membres du Comité de groupe France pour un voyage en Chine.
- La négociation de l'accord européen sur « l'anticipation des changements » (signé le 12 juillet 2007).

Mère de deux enfants (Laurie-Anne, 17 ans et Michaël, 13 ans), Danielle NGUYEN est titulaire d'un DEA de sociologie du travail (Université de Paris 7), d'un DESS de Gestion (CAAE - IAE de Paris) et d'un DESS de Management Avancé des Ressources Humaines (Paris 1 – IAE).

Konstantinos PAPADAKIS

Konstantinos Papadakis est spécialiste du développement de la recherche et des politiques au sein du Service du dialogue social, de la législation du travail et de l'administration du travail du Bureau international du Travail (BIT). Il a été auparavant chercheur à l'Institut international d'études sociales (IIES). Ses activités de recherche l'ont amené à s'intéresser à la gouvernance publique, à la responsabilité sociale des entreprises et aux relations industrielles transfrontalières. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat en relations internationales, soutenue à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève en 2006. Il a publié récemment un ouvrage rassemblant plusieurs contributions examinant les différents aspects des accords-cadres internationaux (Cross-border social dialogue and agreements : An emerging global industrial relations framework ?, Institut international d'études sociales, Genève, 2008).

Evelyne PICHOT

Evelyne Pichot travaille dans l'unité droit du travail de la Commission européenne au sein de la Direction Générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances. Elle enseigne également dans des cursus universitaires en gestion internationale des ressources humaines et en droit du travail communautaire. Précédemment, Mme Pichot a été consultante indépendante en matière de droit du travail et de relations sociales en Europe. Elle a publié différents articles et études à ce sujet. Dans ses fonctions actuelles, Mme Pichot est en charge de plusieurs directives communautaires, notamment celle en cours de révision sur les comités d'entreprise européens.



Avec le soutien de l'Union européenne

Elle coordonne également les initiatives de la Commission en matière d'accords d'entreprise transnationaux.

Udo REHFELDT

Udo Rehfeldt est chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) situé en région parisienne. Il a fait des études de sciences politiques, d'histoire, de droit et de sociologie. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Freie Universität Berlin où il fut également chercheur, ainsi qu'à l'Université de Constance (Allemagne), au Centre de Recherche sur les Mutations des Sociétés Industrielles (CRMSI) et au GIP Mutations Industrielles (Paris). Il a enseigné dans les universités de Grenoble, Toulouse et Paris X-Nanterre. Au sein de l'IRES, il fait partie du groupe « Relations professionnelles » et est l'animateur du Séminaire international sur le syndicalisme et les relations professionnelles, chargé d'exercer une fonction de veille sur la production scientifique dans le domaine des relations professionnelles et notamment sur les débats internationaux. Ses activités de recherche portent sur les relations professionnelles comparatives (France, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Espagne), les relations professionnelles et l'intégration régionale (UE, ALENA), les comités d'entreprise européens, les services publics. Il a également participé à des projets de recherche pour la Commission européenne et pour la Fondation européenne de Dublin.

Bart SAMYN

Bart Samyn est Secrétaire général adjoint de la Fédération européenne des métallurgistes (FEM)

Formation :

Diplôme d'études secondaires : Latin-Mathématiques

Enseignement supérieur : Professeur de Mathématiques / Sciences physiques

Formation complémentaire :

Formateur pour le mouvement « Jeunes F.G.T.B »

Éducateur/formateur de délégués d'atelier

Cours de Droit du travail et de Droit de la sécurité sociale

Parcours professionnel :

Bureau « Droits sociaux » de la F.G.T.B. (Fédération Générale des Travailleurs de Belgique), à Roeselare

1978.1982 Agent régional de « Jeunes F.G.T.B », région du centre et du sud-ouest des Flandres (Kortrijk – Ypres – Roeselare)

1979.1986 Formateur pour les délégués d'atelier F.G.T.B. à l'institut syndical de Roeselare

1983.1986 Conseiller au bureau régional de la C.M.B. (Centrale métallurgiste de la F.G.T.B.)

1986.1989 Consultant C.M.B. national pour les systèmes d'évaluation de postes

1986.1992 Négociateur C.M.B. national pour les filières du métal (garages, électriciens, métaux précieux, métiers de la métallurgie, ateliers de réparation de véhicules, constructions métalliques)

1992.1999 Premier négociateur C.M.B. pour l'industrie métallurgique et responsable des relations internationales concernant les conventions collectives. Membre du Comité de convention collective de la FEM.

1995.1999 Président du Groupe de travail restreint du Comité de convention collective de la FEM et porte-parole du Comité de convention collective de la FEM.



Avec le soutien de l'Union européenne

1997.1999 Direction du service de convention collective et sociale de la CMB.

Depuis juin 1999 Secrétaire général adjoint de la FEM

Armindo SILVA

Armindo Silva est directeur ff. de la direction « Dialogue social, Droits sociaux, Conditions de travail, Adaptation au changement » et chef de l'unité « Droit du Travail » à la DG Emploi, Affaires sociales et Egalité des Chances de la Commission européenne.

Petr SIMERKA

Petr Simerka est Secrétaire d'Etat, Ministre adjoint au Ministère du Travail et des Affaires sociales de la République tchèque.

Isabelle SHÖMANN

De 1994 à 2002, Isabelle Schömann a été chargée de recherche au Centre pour la Recherche en Sciences sociales de Berlin (« Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung ») dans l'unité « Politique du marché du travail et emploi », dirigée par le professeur Günther Schmid. Ses travaux ont porté sur la formation professionnelle dans les entreprises en Europe, le travail précaire et le développement des contrats à durée déterminée en Europe.

Elle est, depuis 2002, chercheure à l'Institut syndical européen pour la recherche, la formation, la santé et la sécurité (ETUI - <http://www.etui-rehs.org/research>), situé à Bruxelles. Elle y est également chargée de coordonner le réseau de juristes en droit du travail (NETLEX, Legal Experts Network) de la Confédération européenne des syndicats. Ses travaux de recherche portent sur le dialogue social européen et le droit du travail européen (en particulier : l'information-consultation; la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne; la Constitution européenne), le droit du travail comparé, la gouvernance d'entreprise. Dans ce cadre, elle a initié les travaux de l'Institut syndical européen sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et la négociation collective transnationale et publié divers ouvrages sur la complémentarité entre droit et soft law, sur l'instrumentalisation de la soft law par la RSE, sur le rôle du droit du travail dans les systèmes de relations professionnelles en Europe et notamment sur l'évolution des normes négociées. Dernières publications en 2008 :

- « Codes of conduct and international framework agreements: new forms of governance at company level », European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, Dublin ; Schömann, I. ; Sobczak, A. ; Voss, E. ; Wilke, P. Luxembourg : EUR-OPE 2008, 93 p.
- « International framework agreements: new paths to workers' participation in multinationals' governance? », Schömann, Isabelle ; Sobczak, A.; Voss, E. ; Wilke, P. Brussels : Transfer. European Review of Labour and Research, 2008, vol. 14, n°1, Spring, 111-126
- « Corporate governance, workers' participation and CSR: the way to a good company », Kluge, N. ; Schömann, I. Brussels : Transfer. European Review of Labour and Research, 2008, vol. 14, n°1 , Spring , 13-26.



Avec le soutien de l'Union européenne

André SOBCZAK

Professeur associé à l'École de Management Audencia de Nantes où il dirige le Centre pour la Responsabilité globale dont il est aussi le fondateur, André Sobczak est titulaire d'un doctorat en droit social comparé et communautaire, obtenu à l'Institut universitaire européen de Florence. Ses travaux de recherche portent sur la responsabilité globale, les transformations de l'organisation de l'entreprise, la régulation-gouvernance, le droit du travail français, allemand, italien et communautaire. Il a collaboré au sein de plusieurs équipes de recherche internationales sur le thème de la responsabilité sociale des entreprises pour le compte de la Commission européenne et de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de Dublin. Il a participé en particulier à la rédaction du rapport « Transnational collective bargaining : past, present and future », dirigé par le professeur Edoardo Ales (Université de Cassino, Italie) pour la Commission européenne en 2006. En 2007, l'Aspen Institute et l'European Academy for Business in Society lui ont décerné l'European Faculty Pioneer Award, dans la catégorie « European Rising Star », pour son travail dans le développement de la notion de responsabilité globale.

Michael STEIN

Michael Stein est directeur des Ressources humaines au sein de la Deutsche Bank AG et le représentant de Business Europe.

Nurhan SÜRAL

Nurhan Süral est professeure au département de l'économie du travail et des relations industrielles à la Faculté des sciences économiques et administratives de la Middle East Technical University (Turquie). Elle est titulaire d'un doctorat en droit du travail et en droit de la sécurité sociale obtenu à l'Université d'Ankara et enseigne le droit constitutionnel et le droit du travail européen. Ses recherches portent sur le droit et le marché du travail en Turquie (flexibilisation et modernisation du marché du travail turc, dialogue social, évolution de la structure des négociations collectives, etc.). Elle est l'auteur d'un rapport sur le droit du travail en Turquie pour la Banque Mondiale en 2006 et a collaboré à titre d'expert avec l'Organisation internationale du Travail dans le cadre du projet de recherche "National social dialogue on the formulation, implementation and monitoring of employment policies" en 2004 et d'une étude sur le travail décent en Turquie ("Decent work in Turkey", 2007). Elle a également été associée à des travaux de recherche pour la Commission européenne (« Employee representatives in an enlarged Europe », janvier 2007). Elle est co-auteur et co-éditrice de l'ouvrage *Flexibilisation and Modernisation of the Turkish Labour Market*, Kluwer Law International, The Hague, The Netherlands, paru en 2006.

Jean-Paul TRICART

Né en 1952 en France.

Chef de l'unité "Dialogue social et Relations industrielles" au sein de la Commission européenne à la Direction générale Emploi, Affaires sociales et Egalité des Chances depuis Septembre 2008, Jean-Paul Tricart travaille à la Direction générale Emploi et Affaires sociales de la Commission européenne depuis 1988; d'abord, en tant qu'expert sur l'exclusion sociale et sur les questions de



Avec le soutien de l'Union européenne

protection sociale; ensuite, comme coordonnateur des initiatives politiques de l'UE dans les domaines de l'emploi, du dialogue social, de la cohésion sociale; puis, comme responsable de la promotion de la dimension externe de l'Agenda pour la politique sociale de l'UE (en relation, en particulier, avec l'élargissement de l'UE, avec la promotion de la dimension sociale de la mondialisation et du travail décent pour tous, aussi bien qu'avec le développement d'une politique de dialogue sur l'emploi et les affaires sociales avec des pays tiers). Il a une large expérience et une expertise dans le développement des politiques de l'emploi et sociales de l'UE, au sein de l'Union européenne, comme au niveau international. Auparavant (1973-1988), il a travaillé en tant que chercheur spécialisé dans l'analyse des politiques sociales et l'évaluation, dans un centre de recherche universitaire (1973-1979), puis dans le cadre du Centre national de la Recherche scientifique (CNRS) (1980-1988); il a contribué, en cette qualité, à la conception et à la planification de la politique sociale en France et à l'évaluation des programmes de l'Union européenne.

Fernando VALDES DAL RE

Docteur en droit et professeur de droit du travail et de droit de la sécurité sociale à l'Université Complutense de Madrid, Fernando Valdés Dal Ré est également directeur du département des relations du travail internationales à l'Institut Complutense d'études internationales. Il a enseigné le droit du travail dans les universités de Salamanque et de Valladolid et a exercé à diverses reprises des responsabilités au sein des institutions espagnoles, comme conseiller juridique à la Cour constitutionnelle (1983-1985), conseiller d'Etat (1986-1990) ou président du Comité consultatif national sur les conventions collectives (1993-1996). Il a aussi participé à plusieurs comités d'experts sur la révision de la législation de la sécurité sociale ou sur la réforme des règles électorales des syndicats. Au niveau de l'Union européenne, il a collaboré à la rédaction du rapport Bosch sur la flexibilité du marché du travail (1994) et a dirigé une étude comparative sur les systèmes européens de médiation (2002). Il a également participé, en 2006, à la rédaction du rapport « Transnational collective bargaining : past, present and future », dirigé par le professeur Edoardo Ales (Université de Cassino, Italie) pour la Commission européenne. Conseiller auprès de plusieurs institutions internationales dont l'Organisation internationale du Travail, il a publié de très nombreux articles dans le domaine des relations du travail.

Nikolaus VAN DER PAS

Nationalité

Allemand, né à Munich, le 11 juin 1943

Education

Master, Etudes Commerciales et Consulaires, Bruxelles

Expérience professionnelle dans les Institutions européennes

2006-aujourd'hui : Directeur Général, DG "Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances"

2000-2005 : Directeur Général, DG "Education et Culture"

1998-1999 : d'abord Chef de la "Task Force pour les négociations d'adhésion", ensuite Directeur Général, DG « Elargissement »

1995-1998 : Chef du Service du Porte-Parole

1994-1995 : Directeur, DG "Relations extérieures économiques"

1993-1994 : Directeur, Task Force "Elargissement"



Avec le soutien de l'Union européenne

1990-1993 : Chef d'Unité, DG "Relations extérieures"

1989-1990 : Conseiller pour les Relations extérieures, le Développement et l'Environnement dans le Cabinet du Président Jacques Delors

1985-1988 : Membre du Cabinet du Commissaire aux Relations extérieures, Willy De Clercq

1970-1984 : Porte-parole, respectivement pour l'Agriculture, la Pêche et les Relations extérieures

1963-1970 : DG "Presse et Information"

Expérience professionnelle avant entrée dans les Institutions européennes

1959-1963 : Employé d'entreprises aux Pays-Bas et en Allemagne

(Source : site de la Commission européenne)

Christian WELZ

Directeur de recherche à la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de Dublin (Eurofound), ses études de droit et sciences politiques l'ont conduit dans les universités de Bonn, Fribourg, Aix-en-Provence, Strasbourg et Nijmegen au Pays-Bas. Au sein de la Fondation de Dublin, il travaille dans le cadre de l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) et est notamment responsable du dictionnaire européen des relations industrielles (EIRD). Il est associé à différents projets concernant la qualité des relations industrielles, la gouvernance (dialogue social européen-sectoriel), les comités d'entreprise européens et les accords-cadres internationaux. Christian Welz a été auparavant directeur-adjoint d'un institut de formation franco-allemand, responsable de l'unité UE de la Chambre de commerce et d'industrie d'Augsbourg et a aussi enseigné le droit dans les universités de sciences appliquées de Kehl et Offenbourg en Allemagne. Sa thèse sur le dialogue social européen a été publiée en 2008 sous le titre : *The European Social Dialogue Under Articles 138 and 139 of the EC Treaty - Actors, Processes, Outcomes*, Alphen aan den Rijn, Kluwer Law International.

Harald WIEDENHOFER

Harald Wiedenhofer est le secrétaire général d'Effat (Fédération européenne des syndicats des secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme et des branches connexes).



Avec le soutien de l'Union européenne